AUJOURD'HUI

N° 63
21 AVRIL – 5 MAI 2000
1 franc
ISSN 1423-7946
BIMENSUEL LIBERTAIRE

Journal de **DIRECT! AmiEs de l'AIT** (Association Internationale des Travailleurs). Ceux qui publient ce journal ne sont ni professionnels, ni permanents. **DIRECT!** est totalement autofinancé. Paraît un vendredi sur deux. **Abonnements :** (022) 734 29 22

Racisme et justice

Loin de nous l'idée de nous apitoyer sur le sort de Gaston-Armand Amaudruz, condamné récemment par le tribunal correctionnel de Lausanne à un an de prison ferme pour discrimination raciale. On est toutefois en droit de s'interroger sur l'efficacité du recours à la justice dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

Il se pourrait bien que le vétéran du négationnisme suisse, qui publie depuis 1952 *Le Courrier du continent*, un bulletin d'inspiration nazie qui en est à son 418e numéro, ait délibérément recherché la condamnation pour sortir de l'insignifiance et faire la première page des journaux. Cette hypothèse expliquerait ses provocations de dernière minute et son entêtement, y compris face aux rescapés de la Shoah qui se sont présentés au tribunal.

Certains négationnistes semblent rechercher sciemment la tribune que leur offrent les tribunaux. Quand la justice ne les inculpe pas, il leur arrive d'y faire appel pour porter plainte en diffamation contre ceux qui rejettent leurs thèses. En Grande-Bretagne où la justice ne condamne pas le négationnisme, un certain David Irving, "expert" de la seconde guerre mondiale, a recouru récemment devant la Haute Cour de Londres contre une historienne américaine qui avait mis en évidence une vingtaine de falsifications historiques (négation de l'utilisation des chambres à gaz, minimisation du nombre des victimes du nazisme... contenues dans un de ses livres.

Pour en revenir à l'affaire de Lausanne, on peut craindre que le battage fait autour de ce procès et celui que nous connaîtrons à l'occasion des recours que fera Amaudruz ait attiré l'attention de naïfs ou d'ignorants qui n'ont vu en lui qu'un petit vieux aux idées bizarres ou pire encore, un pauvre type condamné pour délit d'opinion. Là où le négationnisme est particulièrement vicieux, c'est qu'il offre une dimension sulfureuse, "subversive" au discours de l'extrême-droite, attirant vers elle des personnes qui s'imaginent ainsi refuser la "pensée unique". Nous avons affaire à un réseau bien organisé, bénéficiant d'appuis dans des partis comme le Front National en France ou l'UDC en Suisse et qui a une longue habitude de créer la confusion. Il est même arrivé à des gens de gauche de tomber dans ce panneau[1].

Leurs discours, à première vue, sortent du bon sens et de la logique. Dans leur "théorie du complot", ils inversent comme par magie la réalité, transformant les victimes en coupables. En accusant de mensonge et de falsification un peuple martyr, ils désignent un ennemi à ne pas rater la prochaine fois : ils prétendent que les Juifs n'ont pas été gazés, mais laissent entendre qu'ils ne perdent rien pour attendre.

Derrière les affabulations négationnistes se cache une conception du monde qui est en fait assez répandue : c'est l'idée d'une nation pure et harmonieuse qui serait souillée et corrompue par des corps étrangers. La pauvreté, les inégalités, l'exploitation ne seraient pas produites par le système capitaliste. Plutôt que de critiquer le patronat, on s'en prend à des boucs émissaires (étrangers, juifs... qu'on accuse de tous les maux. Ce seraient eux et surtout pas les gros patrons du genre Blocher qui seraient des profiteurs, des parasites.

En Suisse, une bonne partie de l'administration et de la classe politique partage d'une manière ou d'une autre cette vision du monde. Il suffit de voir le traitement qui est réservé aux demandeurs d'asile et d'écouter les discours qui sont tenus à leur propos. Idem pour les travailleurs immigrés qu'on accuse de profiter de la Suisse et dont la docilité est obtenue grâce à toutes sortes de mesures discriminatoires. Le jour même de la condamnation d'Amaudruz, on apprenait qu'un Lausannois, depuis vingt ans en Suisse, s'est vu refuser sa demande de naturalisation, ainsi que celle de sa famille, du fait qu'il « *ne remplit pas les conditions fédérales requises* », notamment une « *participation active dans le monde professionnel* ». En fait, on reproche à cette personne d'être invalide à 100 %. Un étranger handicapé est sûrement un "profiteur" aux yeux de l'administration...

Le racisme au quotidien, comme la discrimination à l'embauche ou lorsque l'on cherche un logement, n'est en règle générale pas poursuivi par la loi antiraciste. Simplement parce qu'il est rarement démontrable. En ce qui nous concerne, plutôt que de recourir à l'article 261 bis, nous préférons œuvrer par nos écrits et dans nos luttes à un véritable internationalisme.

M.Argery

1. voir notre dossier paru dans *L'Affranchi n° 16*, été 1999. (A commander à notre case postale).

dans ce numéro

• **ÉCOLE** A quoi servent les réformes, au juste ? • **SCIENCES** Justifications "scientifiques" du génie génétique • **RÉPRESSION** La justice italienne a la main lourde et douteuse • **VAUD** Issue grotesque au référendum sur le statut des fonctionnaires

AUJOURD'HUI n° 64 paraîtra le 5 mai 2000

Des arbres qui cachent la forêt

ÉCOLE • *Le système de formation genevois, à l'instar de beaucoup d'autres, vit au rythme des réformes. Dans tous les ordres d'enseignement, programmes, grilles-horaires, plans d'étude, organigrammes, subissent de nombreux bouleversements. Les effets "officiellement" attendus de ces réformes ne sont certainement pas ceux qu'escomptent effectivement le pouvoir politique, droite et patronat en tête.*

Ce processus de réformes est mené tambour battant par la présidente du Département de l'Instruction Publique (DIP), la libérale Martine Brunschwig Graf. Au niveau de l'école primaire, la démarche a été initiée en 1994, suite à une recherche qui voulait démontrer que l'école genevoise, malgré des moyens alors confortables en personnel, matériel, encadrement et formation, "produisait" de l'échec scolaire dans une proportion relativement invariable, par rapport aux années précédentes. Brunschwig Graf, plaçant ses fidèles à la tête de la Direction de l'Enseignement Primaire (DEP), fait publier le texte définissant les « *axes* » de ce que l'on baptise dès le début la « *Rénovation* » de l'école primaire. Originalité de la démarche : en lieu et place de balancer du haut de sa tour d'ivoire principes, ordres et diktats, Brunschwig Graf se targue d'associer le corps enseignant dès le début, dans une démarche de partenariat entre l'employeur et l'employé. Le principe est simple : qui désire se lancer dans la Rénovation pond un « *projet pédagogique* » respectant les « *axes* » fondateurs. On promet aux enseignants moyens supplémentaires et possibilités d'aménager certains principes de l'école : les notes, l'évaluation, l'horaire… Les axes de la Rénovation prônent les valeurs en vogue dans les milieux enseignants "progressistes", brisent des tabous (l'évaluation chiffrée, l'organisation en classe d'âge), et la Rénovation se pare des atours d'une phase d'expérimentation sur le terrain en grandeur réelle. Basée sur des projets initiés et menés par des groupes d'enseignants, elle ne serait pas une réforme imposée d'en haut. Suscitant néanmoins une opposition majoritaire dans les rangs des enseignants, dont beaucoup, et l'histoire leur donnera raison, craignent les effets pervers de la politique d'austérité menée par le Conseil d'Etat, la Rénovation parvient à séduire suffisamment d'écoles (une petite vingtaine, sur les environ deux cents que comptent le canton) pour démarrer. Elle éblouit en outre le comité de la Société Pédagogique Genevoise (SPG), "syndicat" et association professionnelle des enseignants primaires, dont le président de l'époque n'aura de cesse de répéter que cette Rénovation, « *c'est ce que la SPG a toujours voulu à 100 %* ». Tellement à 100 % que durant toute la phase d'expérimentation, il sera difficile de distinguer les intentions de l'employeur de celles du "syndicat". Ainsi, le comité de la SPG ne relaiera qu'en renâclant les critiques émises par le corps enseignant à l'encontre de la DEP ou du DIP, ces critiques étant systématiquement interprétées comme des attaques contre la Rénovation. De même, le comité parviendra à étouffer les voix discordantes opposées à la Rénovation.

Une des conséquences les plus néfastes de la mise en place de la Rénovation sera l'irrémédiable déchirement du corps enseignant en deux camps opposés, déchirement aggravé par l'attitude du "syndicat" à l'égard des contre, à qui l'on a reproché d'être des « *réfractaires* » et autres qualificatifs joyeusement péjoratifs. Cette attitude poussera même certains à regretter ouvertement que l'on ne puisse mettre à la porte les « *réfractaires* », protégés par le statut de fonctionnaire.

Actuellement, on aborde une phase de « *généralisation de la Rénovation* », à savoir la mise en pratique effective de certains principes à l'ensemble des écoles du canton. Et c'est là que certains se réveillent avec une sacrée gueule de bois. Brunschwig Graf, à cette occasion, laisse tomber le masque. Dédaignant les interlocuteurs (les enseignants et leur "syndicat") désormais inutiles, elle s'adresse avant tout à la presse : c'est vers la population que portent maintenant ses efforts de communication. Et là, plus trace de partenariat : déclaration que la Rénovation est bien une réforme imposée d'en haut, et attaques directes contre le laxisme et l'impéritie du corps enseignant.

La Rénovation de Brunschwig Graf n'aura jamais eu pour but l'amélioration de l'école publique, du moins au sens où l'entendent les pédagogues progressistes, qui désirent une école plus solidaire, respectueuse de l'individu, capable d'atténuer les inégalités sociales. Tout d'abord, parce que l'on imagine mal le pouvoir, encore moins quand il est dans les mains d'une libérale, renoncer à la fonction d'"aiguillage social" de l'école (fonction d'ailleurs incompatible avec les intentions pédagogiques exprimées plus haut). Ensuite, parce que la tendance actuelle en matière de gestion politique de la formation… est justement de pousser l'Etat à se désengager le plus possible du dispositif de formation. C'est que ça coûte cher, et de larges pans peuvent en être confiés au secteur privé, et, si le besoin s'en fait ressentir, on peut toujours importer à vil prix des travailleurs qualifiés déjà formés du Tiers Monde (le secteur informatique est un bon exemple). Dans ces conditions, nul besoin d'une école primaire égalitaire : ses fonctions de tri suffisent largement. Enfin, si sa volonté avait réellement été que la Rénovation aboutisse à une meilleure école, Brunschwig Graf n'aurait pas lésiné sur les moyens. Or, depuis des années, elle est le chantre de la politique d'austérité et ne cesse de fustiger ceux qui osent prétendre qu'une école de qualité nécessite des moyens conséquents.

Confisquant en les faisant siennes bonne part des attitudes pédagogiques "progressistes", Brunschwig Graf réussit un magnifique coup de force : un "syndicat" bien affaibli et peu crédible, des enseignants démotivés, divisés, et encore moins combattifs qu'à l'accoutumée. Le terrain est donc prêt pour la prochaine bataille que préparent Brunschwig Graf et ses alliés politiques : la révision du statut du personnel de l'Etat, autrement dit la disparition du statut de fonctionnaire. Et l'issue du combat, s'il y en a un, ne fait pas de doute.

Y. Upstairs

Vaudoiserie

VAUD • *Le dernier épisode de la révision du statut des fonctionnaires vaudois tient de la bouffonnerie la plus grotesque. Les "oui" favorables à l'accord FSF - Conseil d'Etat auraient été pris pour des "non" et vice-versa.*

Mais comme le matériel du vote a été détruit, les preuves de cette bourde font défaut. N'importe quel gouvernement démocratique reprendrait l'opération à zéro. Le Conseil d'Etat étant, quoi qu'il arrive, décidé à passer outre l'avis de ses serviteurs ne le fera pas ; pas plus que les syndicats SUD et SSP ne le demanderont, tant ils semblent vouloir s'accrocher à leur "succès" du 10 avril. Autant dire que l'analyse des résultats de la consultation, que je me proposais de faire dans cet article, n'est pas une tâche facile. Comment être un peu lucide sans être accusé de « décourager Billancourt »?

Un fait semble établi en tout cas, c'est celui de la participation au scrutin. Celle-ci est d'un peu plus de 43 % pour l'ensemble et de seulement 36 % dans le département de la Santé et de l'action sociale. Aucune organisation n'ayant, à ma connaissance, appelé à l'abstention, c'est à la seule démobilisation que l'on doit attribuer la faible participation d'un secteur qui s'était antérieurement fait remarquer par sa combativité.

N'est-ce pas là la rançon de l'unité à tout prix qui a été préconisée tout au long du mouvement, alors que la trahison de la FSF était prévisible dès le début? L'alliance entre d'une part, ceux qui sont toujours les chouchous de n'importe quel régime (flics, magistrats… et d'autre part, des infirmières et aides soignantes, des travailleurs sociaux, des enseignants, des cantonniers… n'était-elle pas contre-nature? Les grosses manifs, les journées d'action sans lendemain qui ont ponctué le mouvement n'avaient pas grand-chose à voir avec ce qu'on appelle communément le syndicalisme. On a défendu dans la rue un statut qu'on était incapable d'imposer sur les lieux de travail. De plus en plus de personnes soumises à des contrats de droit privé ont été embauchées par l'Etat. Plutôt que d'exiger partout où c'était possible leur accès au statut, plutôt que de soutenir et développer des luttes à la base, là où la pénibilité de la tâche se vit au quotidien (notamment dans le parapublic), la stratégie d'« unité du mouvement » a surtout mis au service des fonctionnaires les plus favorisés, l'énergie et la volonté de celles et ceux qui sont les plus exploités.

On peut craindre que malgré toutes les bavures du Conseil d'Etat, le mouvement de lutte soit difficile à relancer, en tout cas sous la forme qu'il a connue jusqu'ici.

M. Argery

Mains pas propres

RÉPRESSION • *Arrêté en 1998 pour des attentats commis contre des chantiers du train à grande vitesse, Silvano Pelissero a été condamné, le 31 janvier 2000, à 7 ans de prison ferme. Avec ses deux compagnons Baleno et Sole, "suicidés" en détention, il a toujours proclamé son innocence. A l'heure actuelle, la répression s'étend à des franges plus larges du mouvement anarchiste italien.*

Durant le procès, la police est intervenue violemment (matraquages ayant engendré des blessures relativement graves) à l'encontre des amis de Silvano, qui protestaient contre ses conditions de sa tenue. De plus, six personnes se sont vues accuser de résistance aggravée. Le jugement, ne s'appuyant sur aucune preuve tangible, a pourtant débouché sur une lourde condamnation.

Le jour de la sentence, les amis de Silvano ont confisqué la caméra d'un journaliste qui leur tirait le portrait de manière insistante. Une nouvelle fois, répression brutale : six arrestations et une personne en fuite. Les 12 compagnons incarcérés ont passé dix jours en prison (en isolement pour deux d'entre eux). Actuellement en liberté, ils attendent leur procès.

Un autre procès relatif à la même affaire vient de se terminer. Il s'agit de trois compagnons, Arturo Fazio, Luca Bertola et Andrea Macchieraldo, accusés d'avoir frappé un journaliste présent lors de l'enterrement d'Edoardo Massari, dit Baleno, l'un des deux "suicidés". Le journaliste était en fait un provocateur qui avait écrit une longue série de calomnies réactionnaires sur Silvano, Baleno et Sole, et sa présence à l'enterrement de Baleno était insupportable aux yeux de beaucoup. Fazio s'est pris 3 ans et 6 mois ferme, Bertola 3 ans et 2 mois ferme, et Macchieraldo n'a pas été condamné.

En parallèle se déroule encore le procès dit des Ros-Marini, où une soixantaine de personnes sont accusées de braquages et d'enlèvements, dans une obscurité fort bien entretenue par la presse et les tribunaux.

L'acharnement des juges et des flics à criminaliser une partie du mouvement anarchiste italien et à briser les individus qui le composent commence à trouver sur sa route un début de riposte, qui consiste dans le développement d'une solidarité internationale avec tous ceux qui croupissent dans les prisons italiennes.

D. Mittaz

En mai, journée de soutien à l'Usine avec conférence l'après-midi et soirée salsa de soutien. Se référer à la programmation de l'Usine (Zoo).

Appel à l'aide des Indiens colombiens Embera et U'wa

Du 24 mars au 20 mai, une campagne d'information est menée à travers l'Europe par des Indiens Embera et U'wa pour dénoncer ce que subissent leur tribu en Colombie. Les Embera vivent aux abords du fleuve Sinu, dans une région dont les ressources naturelles leur assurent de quoi vivre. En 1993, un projet hydro-électrique, le barrage URRA1, menace les Embera, qui se sont alors mobilisés pour faire valoir leurs droits. Une vague de violence s'abat sur eux : assassinats, menaces de mort, exil "volontaire" ou forcé.

Le remplissage de la retenue d'eau URRA1 a finalement été autorisé par le Ministère de l'environnement le 16 novembre 1999. Conséquence : les poissons, nourriture essentielle, sont empêchés de remonter le fleuve, les terres fertiles immergées, les écosystèmes altérés et les lieux sacrés inondés. Malgré la violence, les Embera poursuivent leur lutte et envoient fin 1999 une délégation de 200 personnes occuper les jardins du ministère de l'environnement à Bogota. D'autres Embera ont décidé de faire pression en ne quittant pas leur terre natale malgré la montée des eaux.

Les U'wa, opposés à la compagnie pétrolière américaine OXY, mènent leur lutte solidairement avec les Embera. Leur combat eut un écho international en 1995 lorsqu'ils menacèrent de se suicider collectivement. Ils subissent aussi une violence directe. Les intérêts en jeux rendent leur lutte ardue. En sus de l'Etat colombien et d'OXY, les guérillas, qui extorquent de l'argent à OXY, ou alors sabotent son matériel en causant de graves dommages écologiques, sont présentes sur les lieux. Au début de cette année, les U'wa ont occupé un site de forage. L'armée envoya trois bataillons anti-guérilla et des hélicoptères : trois morts et onze disparus. Une route a été construite, des déchets toxiques s'amoncellent, des eaux stagnantes entraînent l'apparition de la malaria. Des U'wa sont en grève de la faim depuis le 4 avril pour obtenir l'annulation du permis de forage.

Les U'wa et les Embera refusent de donner une valeur marchande aux ressources naturelles qui leur ont permis de vivre en harmonie avec la nature. Ils demandent un appui moral pour faire pression sur le gouvernement colombien afin de conserver leur territoire.

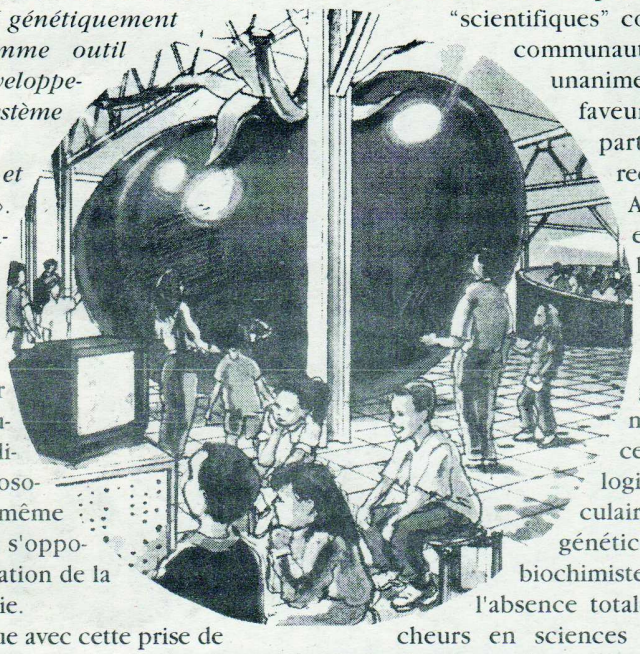
V. Esteban

Pétition et lettres de soutien : Collectif de solidarité avec les peuples indigènes, Maison des Associations, 8, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève

Des scientifiques au secours du génie génétique

SCIENCES • *Un jeune chercheur nous fait part de ses réflexions suite à la parution dans la revue* Nature *d'une déclaration favorable à l'utilisation de la biotechnologie dans l'agriculture.*

Dans le numéro de la revue scientifique *Nature* du 30 mars 2000, on apprend que plus de 1900 chercheurs ont signé une déclaration favorable à l'utilisation d'« *ADN génétiquement modifié comme outil pour le développement d'un système d'agriculture productive et soutenable* ». Cette déclaration est une réaction contre la campagne menée par divers courants politiques, philosophiques et même religieux qui s'opposent à l'utilisation de la biotechnologie.



Ce qui intrigue avec cette prise de position, c'est qu'elle n'aborde que quelques points sur lesquels une bonne partie de la communauté scientifique semble d'accord, mais qu'elle ne traite pas d'autres aspects plus importants du problème. Par exemple, rien n'est dit des possibles répercussions qui résulteraient d'une prise de contrôle de la production et de la commercialisation des produits agricoles vitaux des pays du Tiers-Monde par les multinationales. Pour certains la "réalité" politique est complètement différente que pour d'autres, surtout pour ceux qui sont intéressés à maintenir et conserver certaines structures de pouvoir. Ainsi, il paraît difficile d'établir une discussion "objective" car le problème ne touche pas seulement les aspects "scientifiques" (que je préférerais appeler technologiques), mais surtout politiques. Mon intention n'est pas de développer ici cette discussion, ce que je veux montrer, c'est que certains secteurs de la communauté scientifique (qui travaillent dans le développement de la recherche appliquée) semblent complètement indifférents aux évènements socio-politiques qu'entraîne l'utilisation des résultats de leurs recherches. Complices de ce comportement, de prestigieuses revues scientifiques mettent en œuvre une panoplie publicitaire qui, sous couvert de "science" présentent les "scientifiques" comme une communauté unie et unanimement en faveur d'un type particulier de recherche. Ainsi, par exemple, les 1900 signatures sont, dans leur grande majorité, celles de biologistes moléculaires, de généticiens, de biochimistes, etc. avec l'absence totale de chercheurs en sciences humaines, d'ethnologues ou de sociologues... Pour donner plus de prestige à cette publicité, il est dit que deux prix Nobel ont également signé la déclaration en question. L'un d'entre eux, James Watson (découvreur de la structure de l'ADN) a des liens économiques avec la compagnie de biotechnologie Glaxo. Il est clair que dans le cadre d'une présentation si "objective", de tels faits ne sont pas discutés ; on ne nous dit pas non plus qu'une grande partie des signataires travaillent pour des compagnies privées.

Je suis sûr que d'autres chercheurs ne sont pas d'accord avec cette déclaration ou du moins se posent des questions, mais il sera beaucoup plus difficile pour eux de gagner un espace dans une revue aussi prestigieuse pour discuter de problèmes "non scientifiques".

J'ai tenté ici d'attirer l'attention sur l'utilisation de la "science" et de la communauté qui la compose comme un outil servant à la construction d'un consensus social favorable à des intérêts particuliers.

Ernesto Arboleda

Manifestants autrichiens libérés

Les deux manifestants emprisonnés lors de la manifestation contre le Bal de l'Opéra (voir AUJOURD'HUI n° 61 et 62) sont sortis de prison le 6 avril, après un mois de détention préventive. On ignore la date de leur procès. En prison, ils ont rencontré des sans-papiers en attente d'expulsion, victimes d'une politique raciste, antisémite et sexiste. La gauche radicale autrichienne appelle à la solidarité des camarades de tous les pays, afin de poursuivre la pression sur le gouvernement honni.

De notre contact en Autriche :
ÖKOLI-Ökologische Linke, Postfach 28, A-1153 Wien

Squat dijonnais évacué

Nous parlions des menaces planant sur le squat des Saumaises dans le n° 62. Extraits du communiqué des habitants : « *Le Saumaise, squat dijonnais qui se voulait revendicatif, joyeux et coloré s'est fait expulser le 5 avril 2000 par une centaine de flics. Mais au delà de l'expulsion, c'est une véritable campagne de désinformation et de criminalisation des squats, orchestrée par les médias et la police, qui continue à faire son chemin* [...] *Merci à tou-te-s celles et ceux qui soutiennent par un moyen ou par un autre notre lutte pour la création d'espaces autonomes et contre la répression. Quoi qu'il en soit, s'ils peuvent expulser nos maisons, ils ne pourront expulser nos idées !* »

Contact :
le saumaise c/o maloka, BP 536, F-21014 Dijon Cedex

Editeur responsable : Claude Cantini. **Tirage** : 1500 exemplaires. **Courrier** : DIRECT!, Case postale 2254, CH - 1211 Genève 2. **Téléphone & fax** : 022 734 29 22. **Site internet** : www.tao.ca/~direct_ait. **E.mail** : aujourd_hui@innocent.com. **CCP** : Direct!, CCP 17-574134-6. **Local** : 24, rue de Montbrillant, Genève.

Je m'abonne à Aujourd'hui !

	normal	soutien
12 n° :	15 francs ☐	25 francs ☐
24 n° :	30 francs ☐	50 francs ☐
48 n° :	60 francs ☐	100 francs ☐

Nom _____
Rue _____
NPA/Ville _____

Règlement par CCP : Direct!, CCP 17-574134-6. **Envoyer à** : DIRECT!, Case postale 2254, CH - 1211 Genève 2.